



## **Les Haïtien·es à la recherche de la vérité et de la paix, pour une Haïti réellement démocratique !**

Voici un an, dans la nuit du 6 au 7 juillet, le Président Jovenel Moïse a été assassiné chez lui par un commando formé d'un groupe de mercenaires étrangers. Un meurtre où plane même des soupçons d'implication du Premier Ministre Ariel Henry.

À ce jour, le dossier de ce crime crapuleux, passé de main en main, est bloqué au niveau du cabinet d'instruction où défilent les juges instructeurs, immobilisant l'enquête. Par ailleurs, le Palais de Justice (de Port au Prince) a, une fois de plus, été cambriolé en toute quiétude et en toute impunité, dans la nuit du 10 au 11 mai dernier. Ainsi, les cabinets de cinq juges d'instruction, les bureaux de six substituts, commissaires du gouvernement, y ont été saccagés.

**Cette situation inadmissible signe une volonté de tout faire pour que la vérité soit étouffée sur les véritables auteurs de cet assassinat, pour qu'Haïti s'enfonce dans le brouillard !**

Nous dénonçons ce drame vécu depuis près de dix ans par le peuple haïtien qui subit un régime politique mafieux soutenu par une fraction de la bourgeoisie locale.

La démocratie en Haïti a été violée au travers d'élections truquées, en dehors des normes élémentaires de toute morale et éthique, avec le soutien de la communauté internationale.

Le parlement n'est plus en état de fonctionner depuis le 13 janvier 2020, Me Monferrier Dorval, le bâtonnier de l'ordre des avocats de Port-au-Prince, a été assassiné le 28 août 2020. Les magistrats de tout niveau ne parviennent pas à mener les enquêtes nécessaires à la manifestation de la vérité et la Police Nationale d'Haïti n'est pas en mesure de mettre les chefs de gang hors d'état de nuire.

De gouvernance en présidence, les dirigeants à la tête du pays, comme durant le mandat de Jovenel Moïse, ont laissé Haïti, nation la plus pauvre du continent américain, se gangrener par une insécurité orchestrée par les chefs de gangs, dont les armes de guerre entrent librement sous les yeux du « Core Group ».

Dès le 21 mai 2021, la Plateforme française de solidarité avec Haïti a alerté sur cette situation tragique, et invité le Gouvernement français, le président E. Macron, les instances européennes et internationales (le Conseil de sécurité de l'ONU, l'OEA, les États-Unis, l'Union Européenne, les membres du Core Group) à changer de stratégie et mettre fin à cette domination maffieuse. Le pays doit retrouver le chemin de la démocratie, de la paix et une stabilité politique durable afin que toutes et tous les Haïtien.es puissent enfin, comme en 1804, être dignes et libres.

**Paris, le 7 Juillet 2022,**

**France Amérique Latine  
Collectif Haïti de France  
Action citoyenne pour le respect des droits  
des Haïtiens vivant à l'étranger  
ACDH NEPTALI  
Association coopérative l'Espérance  
Association Culturelle Franco-Haïtienne :  
POUR HAÏTI  
Association génération d'action (AGDA)  
Association GRANDIR EN HAÏTI  
Association Haïtimoun32**

**Association KA-Théâtre  
Caribéenne et Afro-canadienne en France  
Centre Anacaona Droits Humains Haïti  
CIDIHCA France – Le Centre International de  
Documentation  
et d'Information Haïtienne,  
Codev Occitanie  
Forum Haïtien pour la paix et le  
développement durable  
Relais France-Europe de la Fondation Max  
Cadet d'Haïti**